

# RAPPORT D'ACTIVITÉ DES SERVICES DE L'ÉTAT

2016

INDRE-ET-LOIRE





Louis LE FRANC



En 2016, l'État en Indre-et-Loire a intensifié son action pour que soit mis en place dès le 1<sup>er</sup> janvier 2017 un nouveau découpage des arrondissements avec la création d'une maison de l'État à Loches, afin de renforcer son efficacité et sa proximité. Les services de l'État, en partenariat avec les collectivités locales, se sont également mobilisés pour favoriser l'émergence d'une nouvelle carte des intercommunalités.

L'État a aussi accentué sa présence pour faire face à l'importante crise qui touche durement le monde agricole, et renforcé ses actions pour soutenir les entreprises et les publics les plus fragilisés. Les services se sont largement mobilisés pour faire face aux intempéries de juin 2016, tandis que les forces de sécurité ont occupé le terrain pour répondre aux contraintes imposées par l'état d'urgence. Cette année encore, en effet, notre pays a été frappé par le terrorisme. L'attentat de Nice nous a rappelé que toutes les institutions doivent demeurer plus que jamais vigilantes dans le domaine de la sécurité : agents de l'État, élus, agents des collectivités locales, mais également les acteurs de la vie civile.

Pour autant, la présence de l'État et la densité de son intervention dans ses missions habituelles ne se sont pas démenties.

Ce rapport dresse le bilan de l'activité des différents services de l'État dans le département, et présente de manière synthétique, sans pour autant être exhaustif, les principaux résultats de l'action menée en 2016.

Je tiens ici à remercier personnellement l'ensemble des fonctionnaires en poste en Indre-et-Loire pour leur efficacité, leur implication au service de l'intérêt général et leur action dans la mise en œuvre des politiques prioritaires de l'État : l'emploi, la sécurité, le développement économique, le développement durable, l'aménagement du territoire, la cohésion sociale, l'éducation, la culture et la modernisation de l'administration.

Je sais compter sur leur engagement et la qualité de leur travail au service des habitants de ce département.

Louis Le Franc

PRÉFET D'INDRE-ET-LOIRE

# SOMMAIRE

◀ Mot du Préfet .....	PAGE 2
◀ L'État protège les personnes et les biens .....	PAGE 4
◀ L'État protège par ses missions de contrôle .....	PAGE 8
◀ L'État face à la crise agricole .....	PAGE 10
◀ L'État face aux inondations .....	PAGE 11
◀ L'État agit pour le développement économique et se mobilise pour l'emploi .....	PAGE 12
◀ L'État renforce la cohésion sociale .....	PAGE 14
◀ L'État encourage la citoyenneté et favorise le vivre-ensemble .....	PAGE 16
◀ L'aménagement territorial et l'accompagnement des collectivités .....	PAGE 18
◀ L'État agit pour la sauvegarde, la protection et l'attractivité du territoire .....	page 20
◀ Education nationale en Touraine .....	page 21
◀ L'État se modernise .....	page 22
◀ Tableau chiffré (dotations...) .....	page 23





## LA SÉCURITÉ PUBLIQUE AU COEUR DE L'ACTION DE L'ÉTAT



### ► UNE VIGILANCE ACCRUE CONTRE LES ATTEINTES AUX PERSONNES

3 391 faits ont été enregistrés en 2016, contre 3 275 en 2015. Ce chiffre est donc **en hausse de 3,5%**, avec une différence d'évolution notable entre la zone police (+4,6%) et la zone gendarmerie (-4,4%). **Le taux demeure inférieur à la moyenne nationale** : 5,6 pour 1 000 habitants en Indre-et-Loire contre 8,7 pour 1 000 en France.

	2015	2016	Evolution
Violences physiques crapuleuses	588	564	- 4,1%
Violences physiques non crapuleuses	1 853	1 929	+ 4,1%
Violences sexuelles	259	315	+ 21,6%
Menaces et chantages	575	583	+ 1,4%

Le taux d'éluclidation des atteintes à l'intégrité physique est de 61 %, et s'inscrit dans la moyenne nationale.

### ► UNE DÉLINQUANCE CONTENUE CONTRE LES ATTEINTES AUX BIENS

Police et Gendarmerie ont enregistré 17 006 faits en 2016, soit **une hausse de 5,4 %** par rapport à 2015 (16 137 faits en 2015 ; 17 387 faits en 2014), mais **avec un taux qui demeure inférieur à la moyenne nationale** : 28 pour 1 000 habitants en Indre-et-Loire contre 33 pour 1 000 en France.

	2015	2016	Evolution
Vols sans violence	12 862	13 465	+ 4,7%
Vols avec violence	588	563	- 4,3%
Destructions et dégradations	2 687	2 978	+ 10,8%

Le taux d'éluclidation des atteintes aux biens s'élève à 12%, et s'inscrit dans la moyenne nationale.

## UNE BAISSÉ DE L'INSÉCURITÉ ROUTIÈRE

LIÉE AU RENFORCEMENT DES CONTRÔLES

Le nombre de tués sur les routes en 2016 est le plus bas jamais atteint en Indre-et-Loire

	2012	2013	2014	2015	2016
Accidents	688	683	734	719	689
Blessés	779	812	875	840	830
Tués	41	37	37	35	34

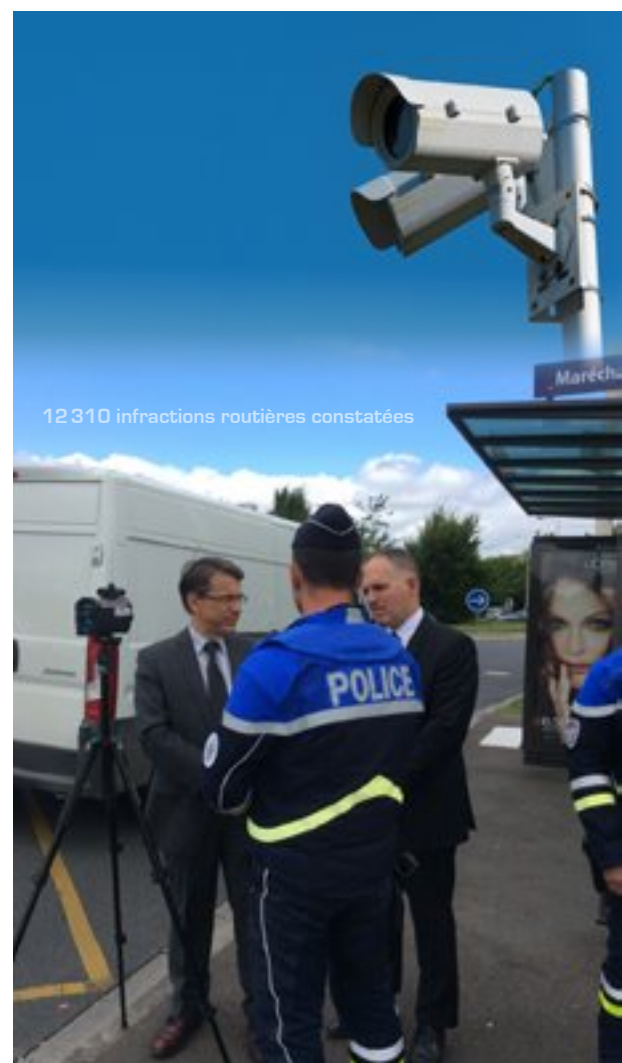
Malgré un début d'année difficile, un redressement obtenu par des contrôles accrus a permis d'obtenir des résultats positifs avec une baisse de la mortalité routière et des accidents par rapport à 2015.

Les forces de l'ordre se sont largement engagées dans des actions dissuasives et répressives :

- Augmentation de 6% de l'activité sécurité routière pour la gendarmerie.
- Durcissement du barème des suspensions des permis de conduire en cohérence avec l'autorité judiciaire.

#### BARÈME DES SUSPENSIONS DU PERMIS DE CONDUIRE

SUSPENSION	NATURE DES INFRACTIONS
2 mois	► Alcool 0,4-0,5 mg/litre ► Excès de vitesse 40-50km/h
3 mois	► Alcool 0,51-0,6 mg/litre ► Cannabis 0,5-5ng
4 mois	► Excès de vitesse ≥ 50km/h hors agglo
5 mois	► Alcool 0,61-0,7 mg/litre ► Excès de vitesse ≥ 50km/h en agglo
6 mois	► Alcool >0,71 mg/litre ► Cannabis >5ng ► Drogue autre que cannabis ► Excès de vitesse ≥ 70km/h



12 310 infractions routières constatées

La prévention de la délinquance est un enjeu commun pour l'État et ses partenaires. Le Préfet et le Procureur de la République ont réactivé les 11 conseils locaux de sécurité et de prévention de la délinquance. Un état des lieux permet de définir la stratégie locale de prévention la plus adaptée à mettre en œuvre.



RÉSULTATS NOTABLES 2016	Quantité	Valeur	% valeur par rapport à la région
Stupéfiants	161 kg	413 349 €	53 %
Tabacs et cigarettes	582 kg	145 970 €	58 %

### ▶ LA LUTTE DES DOUANES CONTRE LES TRAFICS

La branche surveillance des douanes participe activement à la lutte contre les grands trafics, le blanchiment et la non-déclaration de capitaux. Ces secteurs sont prioritaires : 21 agents - dont une équipe de maîtres de chiens spécialisés dans la détection de stupéfiants - assurent cette mission.



## LES SERVICES DE L'ÉTAT

SOUTIENNENT DES ACTIONS DE PRÉVENTION DE LA DÉLINQUANCE

Le fonds interministériel de prévention de la délinquance et de la radicalisation a financé des actions concrètes portées par les collectivités. Il s'est élevé à 211 092 € :

- ▶ Programme pour la prévention de la récidive des jeunes : 51 092 €
- ▶ Programme de prévention des violences faites aux femmes, des violences infra-familiales et d'aide aux victimes : 96 750 €
- ▶ Prévention de la radicalisation : 30 000 €

- ▶ Soutien à l'équipement des polices municipales en gilets pare-balles : 6 645 €
- ▶ Programme de sécurisation des espaces scolaires : 11 605 €
- ▶ Prévention de la radicalisation dans le cadre de l'annexe contrat de Ville : 15 000 €

Par ailleurs, **56 000 €** ont été consacrés à la **prévention des conduites addictives**, principalement pour des actions **en milieu scolaire**, dans le cadre de la Mission interministérielle de lutte contre les drogues et les conduites addictives, dont le chef de projet local est le Directeur de cabinet du Préfet.



## LES EFFORTS DU SERVICE PÉNITENTIAIRE

D'INSERTION ET DE PROBATION CONTRE LA RÉCIDIVE DES DÉLINQUANTS

- ▶ Initié en 2015, le **programme BOUGE** s'est inspiré de ce qui existe au Canada : 7 jeunes (18-25 ans) condamnés pour vol, violence, etc. ont été rassemblés en groupe éducatif. Ils ont suivi 10 séances d'atelier théâtral, de travail en groupe et d'entretien pour se responsabiliser face aux actes de délinquance et agir afin de réparer les dommages causés.
- ▶ **La prévention de la récidive contre les délits routiers** : 3 sessions ont rassemblé environ 30 condamnés (prise en compte des victimes, comportement et image du conducteur, etc.). En 2017, 4 sessions sont envisagées.
- ▶ **Les travaux d'intérêt général** : 311 mesures ouvertes au 01/01/2016, 290 nouvelles mesures prononcées en 2016 et 299 clôturées. En 2017, l'accent sera mis sur une augmentation souhaitée de TIG au sein des collectivités territoriales.



CHIFFRES-CLÉS

**45-64 ans**  
cette tranche d'âge est impliquée dans 70 % des accidents mortels et 54 % des accidents corporels non mortels... et non les jeunes

**4,2 % d'accidents**  
de la route en moins entre 2015 et 2016

**154 199 personnes**  
contrôlées par les douaniers et la police depuis le rétablissement des contrôles aux frontières intérieures (essentiellement à l'aéroport de Tours)

**23 mesures d'admission**  
en soins psychiatriques arrêtées par la Préfecture sur proposition de l'agence régionale de santé, pour 133 mesures de maintien de programme de soins



## LA MOBILISATION POUR L'ÉTAT D'URGENCE



Instauré par le Gouvernement suite aux attentats de 2015, l'état d'urgence a été maintenu. L'attentat du 14 juillet 2016 à Nice a rappelé que la sécurisation des grands événements s'imposait sur l'ensemble du territoire national.

La lutte contre le terrorisme s'est ainsi organisée autour de plusieurs axes :

- ▶ Les personnes radicalisées, ou qui en présentent le profil, ont fait l'objet d'un suivi régulier.
- ▶ Les forces de l'ordre ont sécurisé des sites sensibles ou des lieux touristiques (château de Chenonceau, vieux Tours...), des grands événements : retransmissions publiques des matchs de l'Euro 2016, marchés nocturnes d'Amboise et de Chinon, marchés de Noël, Festival Terre du Son...

- ▶ **149 manifestations à forte affluence (rassemblant plus de 2000 personnes)**, tel que le Marathon Touraine Loire Valley, ont bénéficié d'une étude de sécurité et de conseils lors de réunions de sécurité. Les maires des communes, qui ont l'obligation d'obtenir du Préfet une autorisation préalable, ont donc pu consolider leur plan de sécurité : filtrages de l'entrée des publics, organisation des flux de véhicules et des flux de piétons, etc.

De même, pour renforcer ces dispositifs, des citoyens se sont engagés dans la réserve opérationnelle de la Défense : une promotion de 31 réservistes de la gendarmerie a ainsi prêté serment au tribunal en septembre. Une promotion de 23 réservistes prêtera serment en février 2017. Présents au quotidien sur les secteurs sensibles, les réservistes ont été particulièrement sollicités lors des grands rassemblements.

## S'ORGANISER ET SE FORMER POUR RÉPONDRE AUX RISQUES

Face à un risque qui existe sur l'ensemble du territoire, la Gendarmerie s'est réorganisée pour adapter sa capacité de réaction :

- ▶ Une antenne du GIGN a été créée à Joué-lès-Tours. Elle participe notamment aux exercices et à la formation.
- ▶ A Amboise, le peloton de surveillance et d'intervention de la gendarmerie, ou PSIG, est devenu «PSIG-Sabre». Ces unités ont été créées pour répondre rapidement à une attaque terroriste. Les gendarmes y bénéficient d'un entraînement spécifique, et d'armes de guerre. 150 PSIG-Sabre devraient être opérationnels en France à la fin 2018.
- ▶ La Préfecture a coordonné 3 exercices de terrain en réponse à un acte de terrorisme : deux exercices en milieu scolaire et un exercice « Nombreuses Victimes (NoVi) tuerie de masse ».

**L'exercice NoVi a simulé un attentat au stade du Tours FC de la Vallée du Cher. Il a rassemblé 200 élèves des écoles d'infirmiers de Tours, les services de sécurité et de secours, le CHRU de Tours et les associations agréées de sécurité civile. A cette occasion, l'antenne du GIGN a été déployée.**



EXERCICE NOVI ATTENTAT

SIGNATURE D'UN PROTOCOLE DE PARTICIPATION CITOYENNE « VOISINS VIGILANTS » À AMBOISE



CHIFFRES-CLÉS

**42 protocoles** de participation citoyenne « Voisins vigilants » en Indre-et-Loire, dont 21 signés en 2016

**1400 personnes** en moyenne (dont 800 en milieu ouvert) suivies par le service pénitentiaire d'insertion et de probation

**26 640 heures** de travaux d'intérêt général suivies par le service pénitentiaire d'insertion et de probation







OPÉRATION SENTINELLE A CHINON



## LES SAPEURS-POMPIERS

### À L'HONNEUR À TOURS

Du 21 au 24 septembre, la «plus grande caserne de France» a ouvert ses portes à Tours à l'occasion du 123e Congrès des Sapeurs-Pompiers. 2 300 congressistes et plus de 40 000 visiteurs ont ainsi participé à 20 manifestations et conférences, et profité des 21 000m<sup>2</sup> de stands qu'occupaient près de 400 exposants, pour y découvrir les véhicules, équipements ou assister à des démonstrations.

Le grand succès du Village prévention, au centre-ville de Tours, avec accès privilégié à 1 200 scolaires, a permis aux professionnels d'expliquer les gestes de premières interventions ou de sensibiliser les publics aux actions des pompiers.

Les visites du Ministre de l'Intérieur, puis du Président de la République ont témoigné de l'importance des missions des sapeurs-pompiers professionnels et volontaires pour la protection des personnes et des biens. Le défilé motorisé à Tours a clos ce congrès réussi.

## LE SERVICE DÉPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS



### DES MISSIONS À RAPPELER

Au-delà de leurs actions de secours d'urgence, les pompiers participent à la protection des populations avec d'autres services de sécurité et d'urgence.

Ils ont ainsi participé à 664 visites de sécurité d'établissements recevant du public et à 138 visites réalisées en groupes associant plusieurs services.



## LA DÉFENSE EN INDRE-ET-LOIRE



### UNE PRÉSENCE SIGNIFICATIVE SUR NOTRE TERRITOIRE

L'état d'urgence a conduit au déploiement de 90 militaires de l'Opération Sentinelle dans le département. Le Ministère de la Défense est particulièrement présent en Indre-et-Loire, avec 3 700 agents qui travaillent dans 3 secteurs très différents :

- ▶ la gestion des ressources humaines des 3 armées (Terre, Mer et Air), pour 45 % des effectifs;
- ▶ la formation des pilotes à l'école d'aviation (300 stagiaires par an), pour 25 % des effectifs;
- ▶ le soutien des forces armées pour 30 % des effectifs.

## CHIFFRES-CLÉS

**230 personnes** engagées dans la réserve opérationnelle en Indre-et-Loire

**664 établissements** recevant du public inspectés en 2016

**40 000 visiteurs** au Congrès national des Sapeurs-Pompiers à Tours

**3 710 agents** de la Défense (militaires et civils) travaillent en Indre-et-Loire



## ÉTAT ASSURE LA SÉCURITÉ

DE TOUS PAR SES NOMBREUSES OPÉRATIONS DE CONTRÔLE

Outre les visites de sécurité des établissements recevant du public, le champ des contrôles réalisés par l'État demeure vaste. Les différents services **agissent souvent en commun**.

- ▶ La mission d'inspection et de contrôle de la **Direction Départementale de la Cohésion Sociale (DDCS)** représente un pan important de ses missions, avec un pic d'efforts élevés en période estivale. Les établissements d'activité sportive, les accueils de loisirs, les séjours de vacances pour mineurs, ou les séjours de vacances d'adultes handicapés sont ainsi inspectés par les services.
- ▶ L'unité départementale de la **direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL)** joue également un rôle important, en inspectant avec la Direction Départementale de la Protection des Populations les 144 sites du département présentant les impacts environnementaux les plus importants. A l'issue de ces inspections, 10 arrêtés de mise en demeure et 2 procès-verbaux de délits ont été dressés.

Les contrôleurs de transport de la DREAL ont quant à eux procédé à **166 opérations de contrôle sur route de 1455 véhicules de transport de marchandises ou de voyageurs : 13% des véhicules étaient en infraction**. En parallèle, 27 contrôles ont été réalisés au sein des entreprises de transport routier du département, tandis que la surveillance des centres de contrôle technique a donné lieu à 51 opérations de supervision et 17 visites approfondies d'installations agréées.

- ▶ La lutte contre le travail illégal et les fraudes au détachement protège les salariés et l'activité économique. Il s'agit de l'une des actions prioritaires de l'unité départementale de la **direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (Direccte)**.

Le détachement de salariés par des entreprises étrangères fait l'objet d'une attention particulière. Toute dérive liée au non-respect du socle commun (salaire minimum, durée du travail, etc.) conduirait à un double risque :

- ▶ que les droits élémentaires des salariés soient bafoués ;
- ▶ une concurrence déloyale.

**807 déclarations** de prestation ont été enregistrées en 2016, qui ont représenté 3594 salariés, soit 11 % de plus qu'en 2015. Le secteur agricole (plus de 60%) et celui du BTP (plus de 30%) sont les plus grands utilisateurs de cette forme d'emploi. Les inspecteurs du travail ont réalisé 55 contrôles qui ont conduit à 1 suspension d'activité, 2 procès-verbaux et 7 amendes administratives.



**CHIFFRES-CLÉS**

**48 établissements** d'activité sportive inspectés (sports nautiques, sports équestres...)

**58 contrôles** effectués dans les accueils de loisirs, les séjours de vacances pour mineurs, etc

**5 séjours** de vacances pour adultes handicapés contrôlés







**alim'confiance.gouv.fr**  
un site qui permet d'accéder  
aux résultats des contrôles  
alimentaires menés par la  
direction départementale de  
la protection des populations  
(restaurants, cantines,  
commerces de détail ou de  
distribution...). Ce dispositif  
de transparence des contrôles  
existe déjà dans d'autres pays  
européens, qui ont constaté une  
nette amélioration du niveau  
sanitaire des établissements.



## LES INSPECTIONS SPÉCIFIQUES

RELATIVES À LA VEILLE SANITAIRE  
ET À L'HYGIÈNE ALIMENTAIRE

► La direction départementale de la protection des populations (DDPP) effectue de nombreux contrôles et prélèvements pour veiller à l'hygiène alimentaire ou à la protection animale :

Actions de la DDPP		Suite des actions de contrôle	
Établissements contrôlés (manipulation/distribution de denrées alimentaires, etc.)	1 403	Injonctions et mises en demeure	41
Dossiers instruits (demandes d'agrément sanitaire pour les denrées d'origine animale; habilitation au titre de la protection animale, etc.)	178	Restrictions d'activité, retraits d'agrément ou fermetures	26
Prélèvements effectués :	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Alimentaires 265</li> <li>• Non alimentaires 111</li> </ul>	Amendes administratives et transactions pénales	29



L'agence régionale de santé (ARS) assure une mission de protection de la santé et de veille sur le respect des règles d'hygiène.

L'ARS exerce notamment la **surveillance des eaux potables, avec 190 installations** inspectées pour l'année écoulée. Par ailleurs, 13 inspections ont été effectuées au titre de la protection des captages. Enfin, comme en 2015, le service a poursuivi la campagne de recherche du chlorure de vinyl monomère en faisant réaliser 310 prélèvements, qui ont mis en évidence 29 non-conformités et donc conduit 8 maîtres d'ouvrages à engager des actions pour y remédier.

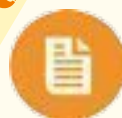
L'ARS exerce également un contrôle sanitaire des eaux de loisirs. Les 11 baignades naturelles du département, ainsi que 145 piscines et spas ouverts au public (représentant 212 bassins) ont été contrôlés en 2016.

**CHIFFRES-CLÉS**

**4 cas de signalement**  
de légionellose traités par  
l'ARS en 2016

**12 sites**  
« SEVESO seuil haut » en  
Indre-et-Loire, objet d'une  
vigilance accrue  
des services de l'Etat

**190 installations**  
d'eau potable inspectées  
par l'ARS



## AU SOUTIEN DE L'AGRICULTURE EN CRISE

2016 a été **une année très difficile pour les productions agricoles**, qui ont subi des événements climatiques exceptionnels : déficit d'ensoleillement, gel des vignes, inondation puis sécheresse.

Les récoltes départementales ont ainsi été amputées de près d'un tiers de leur valeur, tandis que les cours de certaines denrées agricoles se sont effondrés (lait, viande...). Le Gouvernement a mis en œuvre un plan national de soutien à l'agriculture, en extension du plan de soutien à l'élevage initié en 2015.

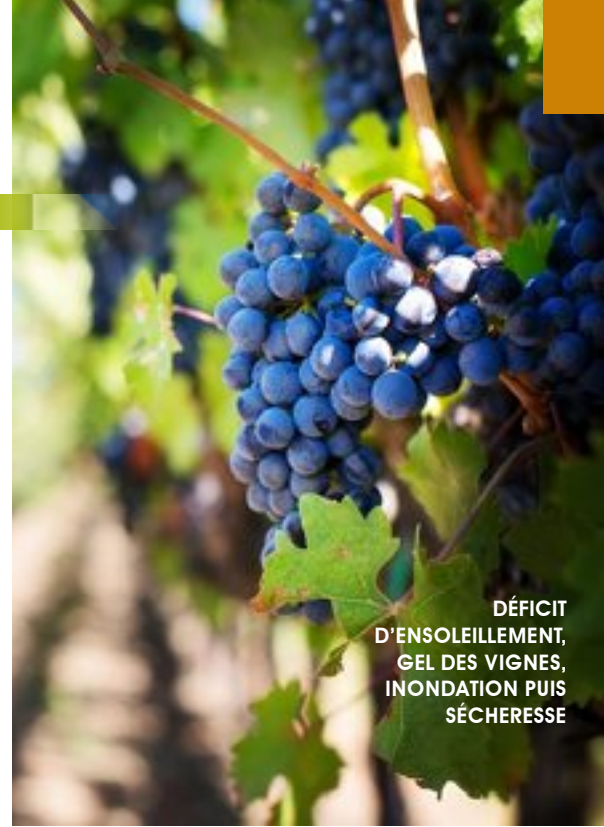
L'ampleur de la conjugaison des crises économiques et climatiques a conduit la **constitution d'une cellule de crise pilotée par le Préfet**, qui se réunit tous les 2 mois, avec l'ensemble des acteurs et des partenaires du secteur agricole.

Plusieurs mesures ont été appliquées. En premier lieu, des **dégrèvements d'impôt foncier** ont été opérés par la DDFIP (direction départementale des finances publiques), sous forme de dégrèvements collectifs de taxe foncière sur les propriétés non bâties. **Cet effort fiscal pour l'État en Indre-et-Loire s'est élevé à 4,8 millions d'euros.**

En parallèle, **506 exploitants agricoles** ont sollicité **des délais de paiement ou des remises** gracieuses pour leurs impôts directs. Un délai de paiement a été accordé à l'ensemble des agriculteurs. Un travail d'analyse a ensuite permis de procéder à des remises de taxe d'habitation, représentant pour l'essentiel 80 à 100 % de la taxe initialement due.

De son côté, la DDT (direction départementale des territoires) a enclenché d'autres mesures d'intervention publique et d'allègement des charges :

- ▶ Baisse de 10 points des cotisations sociales et baisse de l'assiette minimale d'assurance-maladie : pour la **MSA Touraine-Berry, le coût s'élève ainsi à 80 millions d'euros.**
- ▶ Incitations financières à la régulation de la production par des aides à la production laitière sollicitées par 59 entreprises pour 150 000 € d'aides. A partir de 2017, une aide de 150 € par jeune bovin abattu sera mise en place pour les éleveurs.
- ▶ Aides à la trésorerie pour les producteurs de lait pour 110 entreprises et 180 000 € octroyés au total.
- ▶ Aides à la restructuration des encours bancaires pour une valeur de 4,5 millions d'euros.
- ▶ Activation de 33 000 heures de chômage partiel représentant 430 000 € de prise en charge publique.
- ▶ Reconnaissance au titre des calamités agricoles des pertes de fourrage et dans le domaine viticole.



DÉFICIT  
D'ENSOLEILLEMENT,  
GEL DES VIGNES,  
INONDATION PUIS  
SÉCHERESSE

## UNE CAMPAGNE PAC SOUS LE SIGNE DE LA RÉFORME

### DES EFFETS ATTENDUS À MOYEN TERME

Si le secteur agricole a bénéficié de mesures conjoncturelles, les services de l'État ont cependant poursuivi leur activité courante de gestion de la campagne de la politique agricole commune (PAC). L'année a correspondu à la finalisation de la campagne 2015, qui marquait l'entrée en vigueur de la réforme de la PAC : convergences des aides, sur-prime aux 52 premiers hectares, revalorisation de l'indemnité compensatoire de handicaps naturels, paiement additionnel en faveur des jeunes agriculteurs pour une meilleure prise en compte de l'emploi agricole, etc.

Les effets de cette réforme ne pourront se faire sentir qu'après plusieurs années.

Néanmoins, ce sont près de 83,5 millions d'euros d'aides directes qui ont été versées, qui bénéficient à 3500 entreprises agricoles du département.



CHIFFRES-CLÉS

**83,5 M€ d'aides**  
directes versées à 3500 exploitations  
au titre de la PAC

**80 M€ d'aides**  
aux agriculteurs par des baisses  
de cotisations sociales  
et d'assurance maladie

**Environ 1000 habitants**  
contraints d'évacuer  
leur domicile pendant les crues

**1 894 000 €**  
de taxe intérieure sur la consommation  
des produits énergétiques remboursés  
aux agriculteurs



Les pluies importantes qui se sont abattues sur la région Centre-Val de Loire à partir du 28 mai 2016 et pendant 5 jours consécutifs ont entraîné des débordements de rivières et des crues, avec l'inquiétude que soit atteint le niveau de sûreté des levées (risque de rupture des digues) dans l'agglomération tourangelle.

## GÉRER L'URGENCE

Cet événement exceptionnel a conduit le Préfet à déclencher le plan de surveillance des levées, puis le plan ORSEC le 1<sup>er</sup> juin. Pendant 8 jours, près de 250 fonctionnaires se sont relayés au centre opérationnel départemental, pour maintenir une veille 24h/24, tandis que de nombreux autres agents étaient actifs sur le terrain, pour y surveiller les digues ou assurer une assistance aux habitants et aux collectivités.

En tout, une quinzaine de services de l'État se sont mobilisés : Préfecture et DDT en premier chef, mais également ONCFS, ONEMA, SDIS, Gendarmerie, Police, Armée, DDPP, DREAL, ARS... aux côtés des collectivités (communes et Département), d'opérateurs tels que ENEDIS (ex-ERDF) ou de la Croix-Rouge française.

En concertation étroite avec les maires des communes impactées, les services de l'État ont piloté l'évacuation de plusieurs centaines de personnes (pour l'essentiel relogées chez des proches) de Villandry, Montlouis-sur-Loire, Saint-Règle, La Chapelle-aux-Naux ou Vallères.

De leur côté, les pompiers ont compté 600 interventions spécifiques tout en restant en mesure d'envoyer des renforts dans le Loiret, nettement plus affecté que l'Indre-et-Loire. De même, la Gendarmerie a été particulièrement sollicitée avec une moyenne de 50 agents par jour en action.

Il est à noter que la problématique des animaux d'élevage s'est avérée prégnante et couverte par les médias. Elle a impliqué l'intervention de la DDPP et du SDIS, les pompiers ayant sauvé ainsi plus de 50 bovins sur 2 communes.

Enfin, la délégation départementale de l'ARS a été amenée à gérer l'absence d'eau potable pour 7000 personnes à Azay-sur-Cher et Vézetz (information, distribution d'eau embouteillée).

## LIMITER LES RISQUES LES PLANS DE PRÉVENTIONS DES RISQUES

Cet épisode climatique met particulièrement en lumière l'importance des différents plans pilotés par l'État et qui associent les collectivités :

► **La stratégie locale de gestion du risque inondation (SLGRI)**, élaborée par les élus du territoire à risque important, est en cours d'élaboration, après 8 réunions de travail animées par l'agence d'urbanisme (ATU) et la DDT.

► **Le Plan Loire Grandeur Nature IV (2015-2020)** porte sur la réduction concrète des risques pour le territoire. Sur chacun des deux vals du département (Tours et Authion), les services de l'État ont élaboré un projet global de fiabilisation des digues en identifiant des travaux de sécurisation du système d'endiguement.



## FAVORISER LE RETOUR À LA NORMALE

Suite aux inondations, le ministère de l'Intérieur a mis en œuvre une procédure accélérée de reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle, pour 59 communes. 15 autres communes ont été reconnues plus tard, suivant la procédure normale.

Par ailleurs, la Direccte a travaillé pour soutenir les entreprises (pour l'essentiel dans les secteurs de l'hôtellerie-restauration et du tourisme) ayant subi des dommages :

- au titre de l'activité partielle, 17 entreprises ont bénéficié de 2311 heures indemnisées, pour un total de 56803€
- au titre de l'aide au redémarrage, 7 entreprises ont bénéficié d'une aide plafonnée à 3000€.

Les services et notamment la direction départementale des territoires ont eu à se féliciter d'avoir réalisé un exercice de gestion de crise inondation en septembre 2015, 9 mois avant les crues. De fait, les retours d'expérience de ce type d'événements permettent systématiquement d'identifier les dysfonctionnements, les points de vigilance et d'améliorer les procédures.



En ce qui concerne le Val de Tours, la digue de Tours Loire Amont (10km entre Tours et Montlouis), sujette à une érosion importante provoquée par l'infiltration d'eau dans les ouvrages, constitue donc une priorité. Après les travaux de 2014 et 2015, une 3<sup>e</sup> tranche de 2,1 km a été réalisée pour un coût de **2,1 M€ financés à 80% par l'État**.

► **Le plan de prévention des risques d'inondation Val de Tours-Val de Luynes** a fait l'objet d'un lourd travail de révision, qui s'est achevé en 2016, après une phase de concertation ayant notamment donné lieu à 4 réunions publiques et des expositions.



En ce qui concerne le Val d'Authion, une opération de renforcement du pied des levées a été lancée en octobre 2016 à La Chapelle-sur-Loire, portant sur 1,75 km, pour un coût de 1,4 M€ financé à 77% par l'État. Cette opération s'achèvera en 2017.





Les Douanes établissent le chiffre des échanges commerciaux internationaux de marchandises.

La balance commerciale d'Indre-et-Loire continue de se dégrader, avec un déficit de 462 M€ (153 M€ en 2015 et 1 M€ en 2014), tandis que la balance commerciale régionale demeure positive : + 395 M€ (+ 660 M€ en 2015).



**EXPORTATIONS** : 3 569 M€, soit 19,3% du total régional (3 533 M€ en 2015).

**IMPORTATIONS** : 4 031 M€, soit 22,2% du total régional (3 686 M€ en 2015).

IMPORTATIONS		EXPORTATIONS	
1 - IRLANDE	1 307 M€	1 - BELGIQUE	1 455 M€
2 - ALLEMAGNE	458 M€	2 - ALLEMAGNE	338 M€
3 - CHINE	316 M€	3 - ITALIE	313 M€
4 - BELGIQUE	283 M€	4 - ROYAUME-UNI	173 M€
5 - ITALIE	275 M€	5 - ETATS-UNIS	146 M€



## RENFORCER LA COMPÉTITIVITÉ

### DES ENTREPRISES D'INDRE-ET-LOIRE

Par conséquent, **soutenir la compétitivité des entreprises à l'international** demeure l'une des missions prioritaires des Douanes :

- ▶ par le dédouanement en ligne par traitement automatisé et la déclaration douanière dématérialisée qui permettent d'accélérer le temps de passage en douane des marchandises;
- ▶ par la personnalisation des relations avec les entreprises (conseils, statut d'exportateur agréé pour 29 entreprises bénéficiant de droit de douanes nuls ou réduits, allègement de formalités, etc.).

La direction départementale des finances publiques s'est également mobilisée pour **améliorer la trésorerie des entreprises**. 163 M€ de crédits de TVA ont ainsi été remboursés dans un délai moyen de 17,5 jours (18 jours en 2015).

Le **crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE)** remboursé en 2016 s'est élevé à **67 M€**. Contrairement aux idées reçues, seulement 2 % de ce montant a bénéficié aux grandes entreprises au sens fiscal.



## SOUTENIR LES ENTREPRISES

### EN DIFFICULTÉS

Au 1<sup>er</sup> janvier 2016, 29 plans d'échelonnement des dettes fiscales et sociales à des entreprises étaient en cours. En 2016, 13 nouveaux moratoires (durée moyenne de 18 mois) ont été décidés. 12 entreprises ont soldé leur plan et 9 ont obtenu la remise des majorations et frais accessoires.



### Soutenir les entreprises



## REVITALISER LE TERRITOIRE

Créé en 2011, le **fonds mutualisé départemental de revitalisation** a pour objectif d'optimiser les plans de revitalisation (re-création d'emplois financés par des entreprises ayant mis en œuvre un plan social). En 2016, 12 entreprises ont sollicité ce fonds afin d'obtenir une avance remboursable et de **créer 46 emplois**. Depuis sa création, ce fonds a permis de recréer **380 emplois**.

La convention de revitalisation signée pour 3 ans entre **l'État et Michelin** (suite à son retrait du site de Joué-lès-Tours) a contractualisé la création de 706 emplois : 726 sont déjà prévus, dont 617 **effectivement créés**.

Priorité affichée par le Gouvernement, **l'embauche TPE** s'est concrétisée par 8460 aides à l'embauche. Les secteurs les plus représentés sont : la restauration et le commerce de détail. Les embauches ont majoritairement été faites en CDI (72%), principalement auprès des moins de 26 ans (44%). Les seniors y sont par contre très peu représentés (4%).

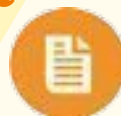
CHIFFRES-CLÉS

**67 M€ de CICE** remboursés à plus de 10 000 entreprises

**98 % du CICE** a bénéficié aux TPE/PME

**9,5 M€ de dettes fiscales** et sociales d'entreprises en difficulté échelonnées en 2016

**617 emplois** créés via la convention de revitalisation Michelin et 109 en projet





## LES ACTIONS EN FAVEUR DE L'EMPLOI

### PRIORITÉ PERMANENTE DE L'ÉTAT

La demande d'emploi a connu tout au long de 2016 une évolution contrastée pour se stabiliser en fin d'année juste sous la barre des 30 000 demandeurs de catégorie A. Le chômage dans cette catégorie aura donc légèrement reculé de 2,2 %.

Toutefois, cette évolution positive masque une réalité à nuancer :

- ▶ la situation des jeunes s'est nettement améliorée avec une baisse de 9,5%, grâce à un contexte économique favorable et à la mobilisation de plusieurs dispositifs en leur faveur.
- ▶ la demande des seniors a quant à elle continué d'augmenter (1,8%), tout comme le chômage de longue durée (1,6%).

**Les contrats aidés ont fortement contribué à la diminution du chômage de catégorie A :**

- ▶ 2520 contrats initiative emploi et contrats d'accompagnement dans l'emploi ont été signés, dont 168 dans le cadre de la convention État-Conseil départemental.
- ▶ 545 emplois d'avenir ont été conclus.

Ce bilan satisfaisant a été rendu possible par la forte mobilisation des prescripteurs (Pôle Emploi, Cap Emploi, missions locales) et des employeurs (collectivités, associations, établissements publics).



**La Garantie-Jeunes : ce dispositif facilite l'accès à l'emploi** et l'autonomie des jeunes en situation de précarité. L'accompagnement renforcé pendant 1 an mis en œuvre par les missions locales dans le cadre d'un contrat signé avec le jeune lui permet de multiplier les stages et séjours en entreprises et s'accompagne d'une allocation équivalente au RSA.

En 2016, ce dispositif a bénéficié à 640 personnes. Sur les premiers groupes ayant effectué 1 an d'accompagnement, le taux de sortie positive est de 60 %. Sur l'ensemble des sortants, 70 % ont un emploi (quel que soit le type d'emploi), 23 % sont en formation.

L'investissement de l'État dans ce dispositif est de 3,1 M€ pour le département : 2/3 au titre des allocations et 1/3 pour le fonctionnement des opérateurs.

**L'insertion par l'activité économique : une collaboration étroite entre l'État et le Département au bénéfice des personnes les plus éloignées de l'emploi.**

36 structures ont accueilli 2600 personnes, dont 1309 nouvelles en 2016. 81 % de ce public a un niveau d'étude équivalent au CAP-BEP, ou inférieur, tandis que 33 % sont bénéficiaires du RSA et 10 % de l'allocation adulte handicapé.

Le Conseil Départemental de l'Insertion par l'Activité Économique (CDIAE), instance de pilotage et de concertation co-pilotée par l'État et le Conseil départemental, avait arrêté en 2015 une stratégie visant à favoriser la création d'entreprises d'insertion en milieu rural. Une entreprise a ainsi vu le jour dans le Lochois en 2016.

**Le taux de sortie dynamique du dispositif d'insertion par l'activité économique est de 64 %.**



**CHIFFRES-CLÉS**

**5,8 M€**  
concentrés par l'État  
au profit de l'insertion  
par l'activité économique

**640 jeunes**  
d'Indre-et-Loire ont bénéficié de la  
Garantie Jeunes

**870 demandeurs d'emplois**  
de catégorie A en moins en 2016



**La révision du schéma d'accueil et d'habitat des gens du voyage est en cours.**

**Le premier constat est celui d'un retard sur le taux de réalisation des aires permanentes réalisées, avec seulement 77 %, ainsi que sur les aires de grands passages, avec 50 % d'aires effectives.**

**Lors des ateliers territoriaux et thématiques prévus en 2017, une réflexion entre les services de l'État, les collectivités territoriales et les partenaires de la société civile sera menée sur la nécessité d'inscrire 2 nouvelles aires de grands passages, de développer des aires satellites permettant un accueil de courte durée, d'harmoniser les règlements intérieurs et de renforcer l'accompagnement social et scolaire. La commission départementale consultative rendra son avis en juin 2017.**

## UNE ANNÉE 2016 MARQUÉE

PAR LA PROTECTION DES FEMMES ET POUR PROMOUVOIR L'ÉGALITÉ ENTRE FEMMES ET HOMMES

A l'occasion de la **journée internationale des droits des femmes du 8 mars**, une rencontre a été organisée à la Préfecture, pour mettre à l'honneur des femmes dirigeantes illustrant toute la diversité des mérites par leurs responsabilités, leur implication et leur expérience dans les différents secteurs d'activité représentés : chefs d'entreprise, chefs de services de l'administration, ou responsables associatives. Chacune d'entre elles a témoigné des difficultés rencontrées pour progresser dans leur carrière et des obstacles qu'il leur a fallu surmonter. Ce récit de leurs expériences a permis d'identifier des freins spécifiques dans leurs parcours professionnels, assez semblables dans le public comme dans le privé.

**Lors de la journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes du 25 novembre**, 12 manifestations proposées par l'ensemble du réseau associatif et la délégation aux droits des femmes ont rassemblé près de 2000 personnes à Tours. Une diversité de sujets relatifs à cette forme de violence a été abordée : harcèlement, recueil de la parole de l'enfant, prostitution et grande violence du système prostitutionnel, violences sexuelles, violences au sein du couple, rôle essentiel des soignants, traitement médiatique sur les questions de violences.

JOURNÉE INTERNATIONALE  
DE LUTTE CONTRE LES  
VIOLENCES FAITES  
AUX FEMMES  
DU 25 NOVEMBRE



**CHIFFRES-CLÉS**

**589 jeunes**  
suivis par la direction  
territoriale de protection  
judiciaire de la jeunesse

**62 nouvelles places**  
en hébergement d'urgence  
pour un total de  
455 places pérennes

**238 chrétiens d'Irak**  
réfugiés en Indre-et-Loire







## IMPORTANTS EFFORTS

### EN FAVEUR DES POPULATIONS VULNÉRABLES

#### Une mobilisation accrue en faveur des migrants et des réfugiés

Pour répondre à la crise migratoire et au désengorgement des camps de Calais, les services de l'État et leurs partenaires ont été fortement sollicités pour accueillir plusieurs centaines de personnes, de provenances différentes :

- Renforcement du dispositif d'hébergement d'urgence des demandeurs d'asile avec 12 nouvelles places, portant ainsi le parc à 185 places.
- 50 places ouvertes au Centre d'Accueil et d'Orientation (CAO) de Saint-Pierres-des-Corps, 54 au centre de Chinon, s'ajoutant aux 60 places du centre de Tours Grandmont. Les CAO accueillent les réfugiés provenant des camps de Calais.
- Accueil des réfugiés provenant de Grèce ou d'Italie : 40 demandeurs d'asile au sein de l'Accueil Temporaire du Service de l'Asile de Chinon et 18 au Centre d'Accueil pour Demandeurs d'Asile de l'opérateur ADOMA.
- Accueil de 7 familles syriennes (35 personnes) ayant obtenu le statut de réfugiés.
- Le dispositif en faveur des chrétiens d'Irak a permis d'accueillir 67 nouvelles personnes.

Cette mobilisation exceptionnelle des services et des partenaires avait été soulignée par le Président de la République lors de sa visite le 24 septembre 2016 au CAO de Tours.

#### L'enjeu essentiel de la réinsertion des détenus

Le service pénitentiaire d'insertion et de probation (SPIP) prépare les détenus à leur sortie.

46 jeunes (de 18 à 25 ans) placés sous main de justice ont bénéficié d'un suivi articulé entre le SPIP et la mission locale de Touraine.

Le SPIP et le Conseil Régional financent également l'action « Objectif sortie » : 14 détenus ont participé à une session de 20 heures pour travailler sur leur projet professionnel (identification du projet, élaboration du CV et de la lettre de motivation, préparation aux entretiens).

A partir de février 2017, une permanence mensuelle d'ADECCO sera mise en œuvre à la maison d'arrêt : elle permettra à cette société d'intérim de procéder à des recrutements directs.

#### La direction territoriale de la protection judiciaire de la jeunesse : une action parfois méconnue en faveur d'un public particulièrement fragile.

La direction territoriale Touraine-Berry de la protection judiciaire de la jeunesse (DTPJJ) a son siège à Tours et est compétente pour 4 départements de la région : Indre-et-Loire, Indre, Cher et Loir-et-Cher.

589 jeunes (contre 578 en 2015) ont été suivis par la PJJ après décisions de justice. Ce chiffre stable masque en réalité un surcroît d'activité.

La structuration des mesures confiées au service met en évidence une augmentation des mesures « longues » : +8 % pour le sursis avec mise à l'épreuve, +17,65 % pour les libertés surveillées, +17,6 % pour les travaux d'intérêt général. Le nombre de journées prescrites au pénal est ainsi passé à 93 624 soit une augmentation de 13,7 %.

En parallèle, la DTPJJ intervient de manière continue, au travers d'éducateurs, au sein du quartier des mineurs de la maison d'arrêt de Tours. 8 mineurs y sont détenus en moyenne tout au long de l'année, pour un total de 36 jeunes suivis en détention en 2016.

Enfin, la protection judiciaire de la jeunesse dispose d'une unité éducative, dont la capacité d'accueil est de 24 jeunes à Tours, au quartier des Deux Lions (et 12 à Blois). Elle y reçoit des jeunes pris en charge dans un cadre judiciaire mais également des mineurs isolés étrangers pris en charge par le secteur associatif habilité et par les services du Conseil départemental.

VISITE DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE AU CAO DE TOURS



#### Des moyens intensifiés pour l'hébergement d'urgence, en réponse à une pression toujours croissante

62 places supplémentaires d'hébergement d'urgence ont été mises en service au mois de novembre 2016, ce qui porte à 455 le nombre total de places pérennes, auxquelles il convient d'ajouter les accueils de nuit (35 places) ouverts pendant la période hivernale.

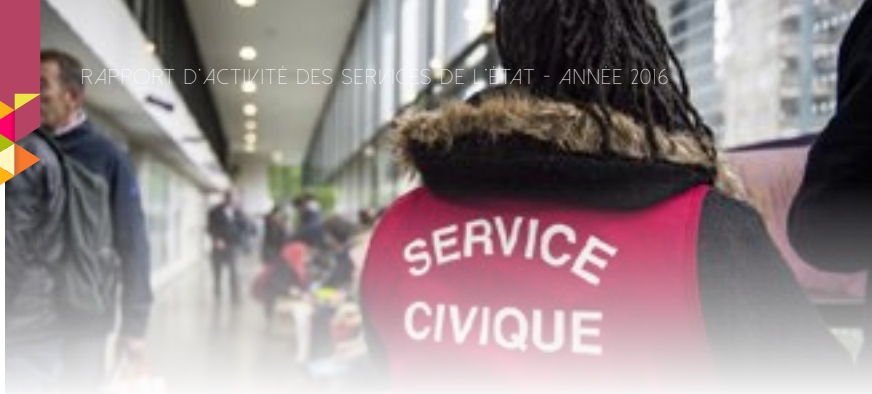
Pour rappel, le nombre de places en hébergement d'urgence géré par le « 115 » avait déjà triplé entre 2012 et 2015 en passant de 133 à 393 places.

Cet effort considérable est motivé par la forte demande en matière d'hébergement d'urgence en période hivernale : en moyenne le 115 est contraint de refuser 85 demandes d'hébergement par nuit.

En 2017, l'enjeu pour l'État est :

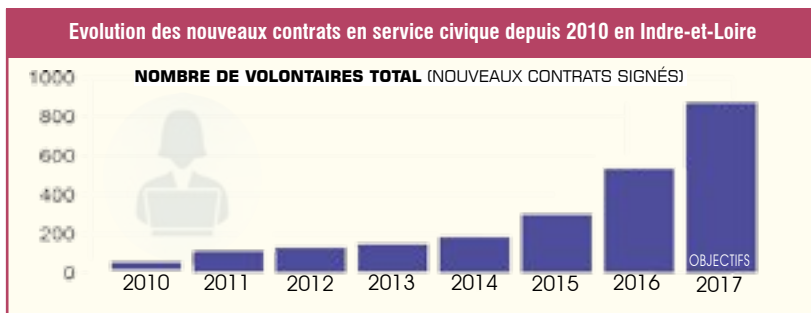
- de pérenniser les places ouvertes en 2016 ;
- d'assurer la transition de la gestion du foyer Albert Thomas à Tours, suite à la liquidation judiciaire de l'association.





## L'ENGAGEMENT DES JEUNES CITOYENS EN FAVEUR DES POPULATIONS VULNÉRABLES

En Indre-et-Loire, un effort important a été réalisé dans le recrutement des services civiques depuis sa création. 535 volontaires se sont engagés en service civique en 2016, soit plus de 42 % par rapport à 2015, représentant un coût supérieur à 4 millions d'euros.



NOUVEAUX CONTRATS SIGNÉS	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	OBJECTIF 2017
	42	109	130	146	186	301	535	871

La part des collectivités territoriales parmi les structures agréées est passée à 6% en 2016. 2017 devra permettre une meilleure appropriation du dispositif par les collectivités territoriales, particulièrement en zone de revitalisation rurale.

## L'INSERTION À LA CITOYENNETÉ EN RENFORÇANT LE VIVRE-ENSEMBLE

### ► Les actions du SPIP

Le service pénitentiaire d'insertion et de probation a organisé 4 stages citoyenneté en milieu ouvert pour 35 personnes condamnées et 4 actions citoyenneté à la maison d'arrêt pour 23 jeunes (18-30 ans). Ces actions seront reconduites en 2017.

### ► Les actions DTPJJ

La référente Laïcité-Citoyenneté vient en appui des services pour développer des actions en direction des mineurs et pour recenser et suivre l'évolution des phénomènes de radicalisation parmi les jeunes pris en charge. Plus de 32 000 euros du fond du Plan de Lutte anti-terroriste ont financé ces actions.

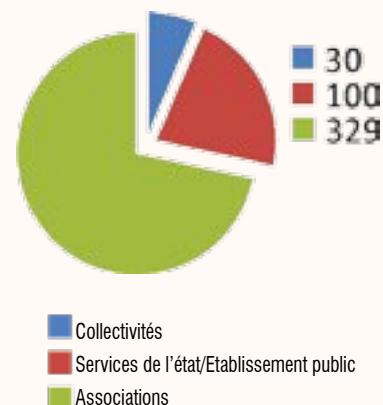


**Témoignage d'Antoine Coulon, en service civique à la Préfecture et en charge de l'accompagnement de réfugiés et demandeurs d'asile :**

« De janvier à décembre 2016, j'ai effectué un service civique à la Préfecture d'Indre-et-Loire. J'étais chargé de l'accueil et de l'accompagnement des réfugiés et demandeurs d'asile accueillis dans l'agglomération tourangelle. Pouvoir faire cette mission au sein des services de l'État, dans une équipe volontaire et déterminée était pour moi une joie mais également une autre vision de la fonction publique, plus pragmatique qu'on a tendance à croire. Nous avons parfois travaillé dans l'urgence et dans l'improvisation, mais toujours à la hauteur de la gravité des situations des personnes accompagnées. Je suis fier de faire valoir cette expérience concrète dans mon entourage et dans ma vie professionnelle et je recommande le service civique à tous ceux qui souhaiteraient s'engager, au niveau local, sur les thèmes qui leur sont chers.

## Focus

Nombre de jeunes en Service Civique par structures d'accueil en 2016



RENDEZ (VOUS) SERVICE. FAITES UN SERVICE CIVIQUE



### L'Agenda d'accessibilité programmée (Ad'AP)

1627 dossiers liés à l'accessibilité ont été traités par la direction départementale des territoires, dont 707 concernent les agendas d'accessibilité programmée. Parallèlement aux dossiers déposés, 523 nouvelles attestations de conformité à l'accessibilité ont été enregistrées.

8151 établissements recevant du public sur les 11 000 recensés en Indre-et-Loire sont désormais inscrits dans la démarche Ad'AP.

En 2017, les propriétaires ou gestionnaires retardataires seront incités à régulariser leur situation, sous peine de sanctions.



## ONACVG

### CÉLÈBRE SES 100 ANS

L'Office National des Anciens Combattants et Victimes de Guerre a fêté ses 100 ans en 2016. À cette occasion, le 30 novembre à l'Hôtel de Ville de Tours, plus de 200 personnes ont été invitées pour assister à la projection du film institutionnel de l'ONACVG, suivie de lectures de textes sur les conflits et d'interprétation de l'hymne du Bleu de France par des élèves.

La commémoration de la Journée nationale de la Résistance à Tours a eu lieu le 27 mai avec la participation active des scolaires. À l'issue de la commémoration, s'est déroulée en préfecture en ce jour symbolique la traditionnelle remise des prix du concours départemental de la Résistance et de la Déportation sur le thème « Résister par l'art et la littérature ».

## Focus



## LA POLITIQUE DE LA VILLE FÉDÈRE

### LES PARTENAIRES INSTITUTIONNELS ÉCONOMIQUES ET ASSOCIATIFS

#### ► Les quartiers participent à la dynamique urbaine

Le protocole de préfiguration relatif aux futures interventions de l'ANRU a été signé le 8 avril. Cette convention d'application du Contrat de Ville définit les 16 études préalables au renouvellement urbain des différents quartiers concernés : le Sanitas et Maryse Bastié à Tours, la Rabaterie à Saint-Pierre-des-Corps et La Rabière à Joué-les-Tours. Portant sur un montant global d'**1 Million d'Euros** financé à 50 % par l'ANRU, ces études porteront notamment sur la conception urbaine des quartiers, les relogements, les flux de véhicules et la réduction de la vulnérabilité des bâtiments au risque d'inondation. Les services de l'État ont été associés à la réalisation des cahiers des charges de ces études, dont certaines ont déjà commencé.

#### ► Des habitants, directement associés à la démarche contractuelle

**10 conseils citoyens ont été créés** dans les quartiers couverts par des contrats de ville. Représentant les habitants et acteurs locaux, ces conseils sont un relais auprès des instances politiques. Cette participation citoyenne a fait l'objet d'un accompagnement fin 2016, qui s'est renforcé début 2017 par des sessions de formation et l'intégration des représentants dans les instances de pilotage.

Une première rencontre régionale des conseils citoyens a eu lieu le 19 octobre. Une délégation de conseillers citoyens, comprenant des Tourangeaux, s'est rendue à Paris le 27 octobre, à l'invitation du ministre de la Ville, de la Jeunesse et des Sports, et de la secrétaire d'État chargée de la Ville, pour participer au premier forum national des conseils citoyens.

#### ► La direction départementale de la cohésion sociale et les déléguées du Préfet à l'œuvre dans les quartiers prioritaires de la Ville

Les appels à projets figurant aux contrats de ville signés en 2015 ont abouti à plusieurs conventions avec les communes concernées. Par exemple, le nombre de poste d'adultes-relais est passé de 15 à 23, afin d'assurer une meilleure couverture territoriale de l'offre de médiation.

La direction départementale de la cohésion sociale a également engagé une importante campagne d'évaluation des Programmes de Réussite Éducative.

#### Le rôle des déléguées du Préfet :

M<sup>me</sup> Marienne, pour les quartiers prioritaires de Tours et de Saint-Pierre-des-Corps, et M<sup>me</sup> Hamou, pour les quartiers prioritaires de Joué-Lès-Tours, La Riche et Amboise sont les 2 déléguées du Préfet d'Indre-et-Loire, et les interlocutrices privilégiées des habitants et des acteurs locaux.

Quotidiennement sur le terrain, elles veillent à l'évolution des quartiers, remontent toute information utile sur les réalités, l'ambiance de terrain, la qualité du partenariat local et les ressentis des habitants et des acteurs locaux.

En complémentarité des autres services de l'État, elles informent, impulsent et relaient des actions sur le terrain, dans de nombreux domaines (éducation, emploi, santé, logement, culture, participation des habitants, tranquillité publique...).



## CHIFFRES-CLÉS

**4,3 M€ d'aide** de l'Agence Nationale d'Aide à l'Habitat dans le cadre du programme « Habiter mieux »

**544 logements** ont bénéficié d'aides de l'ANAH dont 214 dans le cadre de l'accompagnement des personnes en situation de handicap ou de perte d'autonomie

**329 personnes** naturalisées en Indre-et-Loire

**164 citoyens** membres des 10 conseils citoyens des quartiers prioritaires de la Ville

## LA RÉFORME TERRITORIALE

### ET LA MÉTROPOLE EN PERSPECTIVE

La loi NOTRe prévoyait une réforme territoriale importante avec la constitution d'intercommunalités plus fortes, de plus de 15 000 habitants. À l'issue du travail de diagnostic et de concertation mené en 2015, un nouveau projet de schéma départemental de coopération intercommunale avait été proposé par le Préfet aux élus concernés. Ce projet a fait l'objet d'une consultation et d'un examen par les collectivités, avec 6 réunions de la commission départementale de coopération intercommunale entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 25 mars 2016, au cours desquelles il a été amendé pour aboutir à la nouvelle carte, arrêtée le 30 mars 2016 suite au vote favorable des élus.

Cette fusion de plusieurs intercommunalités a fait l'objet d'un travail soutenu des services de l'État et des élus.

Dans la poursuite d'une réforme territoriale ambitieuse en Indre-et-Loire, l'État a largement accompagné la démarche de la communauté d'agglomération Tour(s)Plus dans toutes les étapes de sa transformation en communauté urbaine d'abord (création arrêtée le 21 décembre 2016), puis en métropole (décret du 20 mars 2017 remis par le ministre des collectivités territoriales le 22 mars).

Ce travail s'est mis en œuvre au travers de réunions techniques et de conseils sur de nombreux champs liés aux prises de compétences, afin de lever toutes difficultés d'ordre fiscal ou budgétaire.



Territoires à énergie positive pour la croissance verte

## LE SOUTIEN AUX COLLECTIVITÉS

### DANS LEUR TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

Plusieurs territoires ont vu en 2015 certains de leurs projets récompensés lors de la première vague de labellisation de «200 territoires à énergie positive pour la croissance verte». De nouveaux EPCI ont été labellisés par la ministre de l'Environnement en 2016 (Val d'Amboise, Est Tourangeau, Touraine Nord-Ouest et Castelrenaudais). Chaque territoire bénéficie d'une enveloppe de 400 000 à 1 million d'euros. Aujourd'hui, les investissements dans ces territoires s'élèvent à plus de 7 millions d'euros, dont 41 % financés par l'État (2,9 millions d'euros), dans des domaines destinés à favoriser la croissance verte.



## UNE DÉMATÉRIALISATION ACCRUE

### POUR UNE PLUS GRANDE PROXIMITÉ DE L'ÉTAT AUX CÔTÉS DES COLLECTIVITÉS

Dans son rôle classique mais primordial, la direction départementale des finances publiques a géré **1096 budgets des collectivités territoriales**, pris en charge **1015000 titres de recettes** et mis en paiement, dans un délai de 6 jours, 1 144 000 mandats représentant **3 milliards d'euros**.

La dématérialisation dans la sphère comptable s'est poursuivie. L'instauration au 1<sup>er</sup> janvier 2017 de la facture électronique a fait l'objet d'un soutien accru de la DDFIP et d'une mise à disposition d'une solution internet. Cette démarche de dématérialisation générale, qui permet des paiements plus rapides, se poursuivra jusqu'en 2020, avec une orientation vers les très petites entreprises.

Les Archives départementales ont aussi soutenu les collectivités dans leur fusion, tout en les accompagnant dans la dématérialisation et l'archivage numérique par le biais de journées de formation, d'ateliers ou de sessions de travail spécifiques avec certaines d'entre elles.

Ce travail se poursuivra en 2017 : dès janvier, un atelier est organisé sur la gestion des messageries.

CHIFFRES-CLÉS

3 Mds€

mis en paiement par la direction  
départementale des finances publiques  
pour le compte des collectivités

2,9 M€

de subventions en faveur des projets  
pour la croissance verte





Entre 2015 et 2016, 3 comités interministériels aux ruralités ont abouti à 104 mesures en faveur de la ruralité, fixant des actions pour l'ensemble des champs de la vie des citoyens. Des comités départementaux de suivis ont ensuite réuni les communautés de communes et les services de l'État, qui ont présenté la déclinaison locale des mesures gouvernementales.

Parmi ces mesures, les **contrats de ruralité**, entre l'État et les communautés de communes, associant les conseils départemental et régional, seront signés en 2017 pour accompagner les collectivités dans la mise en œuvre de projets concrets identifiés avec les Sous-Préfets.

**Le schéma départemental d'amélioration de l'accessibilité des services au public** visera à renforcer l'offre de services dans les zones en déficit d'accessibilité aux services. Son élaboration est copilotée et co-financée par l'État (à hauteur de 40000€) et le Département. Après avoir analysé le niveau d'accessibilité d'une liste de services jugés prioritaires pour la vie quotidienne de la population, il proposera la mise en œuvre d'un plan d'actions pour 6 ans, pour améliorer l'accessibilité des services dans toutes ses dimensions : le temps et la facilité d'accès, la disponibilité et le coût du service, etc. Lancé en mai 2016 par le Préfet et le Président du Conseil départemental, ce schéma sera présenté en 2017.

**Les maisons de services au public (MSAP) structurent une offre de proximité**

Ces maisons sont des espaces mutualisés de services au public, constitués autour d'une structure porteuse : commune ou communauté de communes. Les MSAP délivrent une offre de proximité à l'attention de tous les publics, en réunissant plusieurs opérateurs nationaux dans les champs de l'emploi et de l'aide sociale, auxquels s'ajoutent très souvent des services proposés par les collectivités territoriales.



11 MSAP ont été labellisées en 2016, 3 autres début 2017. L'État et les opérateurs contribuent au lancement des MSAP à hauteur de 35 000€ de subvention de fonctionnement jusque fin 2017.

**L'État a considérablement accru ses dotations à l'investissement en faveur des collectivités avec 85% de moyens supplémentaires**

- En 2016, l'État a consacré 14 536 637 € pour soutenir les collectivités :
- La dotation à l'équipement des territoires ruraux (DETR), qui avait déjà connu un bond de 32% en 2015, a encore été augmentée. Elle s'est élevée à 7,88M€. 143 dossiers ont été soutenus, soit 60% des demandes déposées, avec une priorité aux investissements relatifs à la construction et la réhabilitation de bâtiments publics. En 2017, la DETR augmentera encore de près de 15%.
- Le fonds de soutien à l'investissement public local a été créé en 2016 pour soutenir les grands projets d'investissement, la revitalisation et la dynamisation des centres-bourgs. 6,65 M€ ont financé 20 dossiers sur les 167 demandes. Ce fonds sera reconduit en 2017.

**L'État poursuit son action contre le déficit de médecins en zones rurales**

Les **maisons de santé pluridisciplinaires (MSP)** sont l'une des solutions pour enrayer la pénurie de professionnels de santé qui affecte particulièrement les zones rurales de la région. L'État et le Conseil régional ont soutenu un programme important de création de MSP, au travers du contrat de plan Etat-Région. 10 MSP existent déjà et 4 projets sont en cours de construction, dont 2 ouvriront en 2017 : Cormery et Neuillé-Pont-de-Pierre. D'autres projets de création ou d'extension sont apparus.

En parallèle, l'ARS poursuit sa contractualisation avec les collectivités. Les 4 Pays correspondant aux territoires ruraux sont tous engagés dans la démarche de contrats locaux de santé : le diagnostic du Pays Loire Touraine a été finalisé en 2016, pour une signature en mars 2017, tandis que le diagnostic du Pays Loire Nature sera achevé en 2017.



**CHIFFRES-CLÉS**

**14 maisons de services au public** labellisées début 2017

**14,5 M€** en soutien à l'investissement des collectivités locales, au titre de la dotation à l'équipement des territoires ruraux ou du fonds de soutien à l'investissement public local, dont :

**665 M€** au titre du fonds de soutien à l'investissement public local créé en 2016

Aides à l'investissement public par arrondissement

	DETR 2013	DETR 2013	DETR 2015	DETR 2016	FSIL 2016	DETR 2017	FSIL 2017
Arrondissement Chinon	1 863 242€	1 863 242€	2 078 335€	2 425 497€	1 944 094€		
Arrondissement Loches	931 889€	931 889€	1 882 179€	1 676 087€	1 166 840€		
Arrondissement Tours	3 013 036€	3 013 036€	3 266 783€	3 789 462€	3 534 657€		
<b>TOTAUX</b>	<b>5 808 167€</b>	<b>5 808 167€</b>	<b>7 857 297€</b>	<b>7 891 046€</b>	<b>6 645 591€</b>	<b>9 045 446€</b>	<b>5 879 618€</b>



## VALORISER LE PATRIMOINE

L'Unité Départementale de l'Architecture et du Patrimoine (UDAP) d'Indre-et-Loire, service départemental de la DRAC, est le « guichet unique » pour tous travaux sur les monuments historiques inscrits ou classés du département. Elle a assuré l'accompagnement, l'instruction et le contrôle scientifique et technique de 32 projets de restauration de monuments historiques (14 édifices classés, 18 édifices inscrits). Parmi les projets les plus emblématiques subventionnés par la DRAC, nous pouvons citer :

- ▶ La dévégétalisation et mise en sécurité des remparts de Loches (500 000 € de travaux programmés)
- ▶ La restauration du dôme de la basilique Saint-Martin de Tours (1 661 692 € de travaux réalisés)
- ▶ La restauration du clocher de Beaulieu-les-Loches (1 457 842 € de travaux engagés)
- ▶ La restauration de la tour de l'horloge de Château-Renault (621 000 € de travaux engagés)



L'UDAP a assuré la conformité des travaux et la validation des échantillons de matériaux lors de la construction du Centre de Création Contemporaine Olivier Debré (CCCOD). Le projet, notamment par la qualité de son parement pierre est de nature à s'intégrer dans le site urbain du haut de la rue Nationale. Son environnement a fait l'objet d'un permis d'aménager assurant à la fois la mise en valeur du CCCOD et du parvis de l'église Saint Julien qui lui fait face.

## MAINTENIR LA QUALITÉ DES SITES PROTÉGÉS ET DES PAYSAGES

La DREAL est chargée de mettre en œuvre localement la politique des sites et des paysages.

Parmi les 9 sites identifiés dans le département d'Indre-et-Loire et qui vont faire l'objet d'une démarche de classement au titre des sites inscrits au patrimoine mondial de l'humanité par l'UNESCO, deux ont ainsi fait l'objet d'une enquête publique en 2016 pour laquelle le commissaire-enquêteur a émis un avis favorable :

- ▶ Le site des Madères, qui couvre 73 ha et s'étend sur 2 communes. Le classement est motivé par la présence de la propriété du peintre Olivier DEBRE.
- ▶ Le site du Val de Luynes, qui couvre 1 054 ha et s'étend sur 5 communes. Le classement est motivé par la composition paysagère formée par cet ensemble. La silhouette du château sur son promontoire émerge du coteau, sans écran bâti ou boisé, dans un espace agricole et naturel préservé. Parallèlement à la procédure de classement du Val de Luynes, la communauté d'agglomération TOUR(S) PLUS a engagé un plan de paysage cofinancé par le ministère de l'Environnement, de l'Énergie et de la Mer dans le cadre d'un appel à projets national.



## ACCOMPAGNER ET CONSEILLER

L'UDAP a assuré 3 journées de permanences hebdomadaires, 7 demi-journées de permanences mensuelles en communautés de communes, et 5 journées mensuelles dans les villes dotées d'un secteur sauvegardé, qui ont permis de recevoir un millier de porteurs de projets, particuliers, architectes, promoteurs ou élus.

## PRÉSERVER L'ENVIRONNEMENT

Fruit d'un travail collectif entre les services de la DDT, la Chambre d'Agriculture, la fédération départementale de Pêche et l'Office National de l'Eau et des Milleux Aquatiques, un guide d'entretien des cours d'eau a été réalisé ainsi que la mise à jour de la cartographie des cours d'eaux (soit 3 200 km de linéaire).



Crédits Photo : Par Claire Avrin via Facebook

COMMUNES-CLÉS



**6 084 avis**  
ont été émis par l'UDAP pour des projets dans les secteurs protégés (soit 450 dossiers en plus par rapport à 2015 dont 15 % de permis de construire).

**1 800 avis**  
sur avant-projet dont 300 dossiers d'avant-projets ont été étudiés et suivis en collaboration avec le Conseil d'Architecture d'Urbanisme et de l'Environnement de Touraine (CAUE) et l'Agriculture et l'Agence départementale d'Aide Aux Collectivités Locales (ADAC)



## A GIR POUR LES ÉLÈVES HANDICAPÉS

En 2016, le Gouvernement a transformé des contrats aidés en contrats d'Accompagnant des Élèves en Situation de Handicap (AESH) évitant ainsi les ruptures d'accompagnement en cours d'année scolaire tout en conservant les compétences acquises par les personnels. Les AESH reçoivent une formation initiale (généraliste et adaptée à l'emploi) de 60 heures. En Indre-et-Loire, 136 accompagnent près de 900 élèves de l'école maternelle au post-bac sur 404 établissements scolaires publics et privés dans 165 communes. L'objectif est d'offrir aux élèves en situation de handicap une palette de réponses pédagogiques adaptées et de poursuivre le partenariat éducatif Éducation nationale et secteur médico-social au service d'une école la plus inclusive possible.

## FAVORISER LA RÉUSSITE SCOLAIRE

### ► Plus de maîtres que de classes

3 nouveaux enseignants ont été nommés sur les postes « plus de maîtres que de classes », pour un total de 18 enseignants dans des écoles du réseau d'éducation prioritaire (REP) et en zone rurale (Château-la-Vallière, Château-Renault, Descartes).

### ► Lutte contre le décrochage

Le pourcentage des élèves de plus de 16 ans en décrochage scolaire continue de diminuer : de 6,9 % à 5,6 % en 2016. Cela représente 1014 jeunes dont les 2/3 (soit 628 jeunes) rejoignent le système scolaire grâce au travail des CIO (Centre d'Information et d'Orientation) et des missions locales.

### ► Parcours d'excellence

Mis en place à la rentrée 2016 pour les collèges REP+ et à la rentrée 2017 pour les REP, un partenariat s'est construit entre collèges et lycées pour accompagner 50 collégiens de la 3<sup>e</sup> à la terminale par des actions destinées à améliorer la réussite scolaire : visite de lycées, rencontre avec des professionnels ou des personnalités, tutorats et sorties culturelles.

INDICATEURS DE RÉUSSITE	2015	2016	Moyenne Académie 2016
Diplôme national du Brevet	87,4 %	87,9 %	87,8 %
Baccalauréat professionnel	85,90%	85,80%	83,1 %
Baccalauréat technologique	93,20%	93,70%	91,1 %
Baccalauréat général	93,00%	92,00%	91,3 %

### EFFECTIFS SCOLARISÉS EN INDRE-ET-LOIRE

	TOTAL 2015	Ets Publics 2016	Ets Privés 2016	TOTAL 2016
Premier degré	57611	51412	6179	57591
Deuxième degré	47899	41937	9537	51474



L'université de Tours est la plus importante de la région Centre-Val de Loire avec 30 000 étudiants et 2 500 personnels (enseignants, chercheurs, personnels administratifs et techniques). Elle dispose d'un budget annuel de 207 M€.

En 2017, l'Université de Tours obtiendra une dévolution immobilière complète, dossier sur lequel la direction des finances publiques est fortement impliquée. En devenant propriétaire de 210 000 M€ de locaux, elle pourra mener une véritable politique de valorisation de son patrimoine immobilier, et poursuivre les opérations engagées notamment pour améliorer les performances énergétiques des bâtiments.

**REVIENS TE FORMER** 16-25 ANS, UN NOUVEAU DÉPART DANS LA VIE

[reviensteformer.gouv.fr](http://reviensteformer.gouv.fr)

## UNE ORGANISATION OPTIMISÉE POUR ACCOMPAGNER LES TERRITOIRES

- Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2017, les limites des arrondissements du département d'Indre-et-Loire sont adaptées aux contours des nouvelles intercommunalités issues du schéma départemental de coopération intercommunale.
- **La 1<sup>re</sup> maison de l'État à Loches** : Les services administratifs de la sous-préfecture de Loches se sont installés dans les bureaux situés dans le centre des finances publiques.



## INSCRIRE LES PRÉFECTURES DANS L'AVENIR DES TERRITOIRES

Mis en œuvre sur la période 2016-2020, le Plan Préfecture Nouvelle Génération (PPNG) poursuit un double objectif : rendre aux usagers un service de meilleure qualité et renforcer les missions prioritaires des préfectures (la gestion des crises, la lutte contre la fraude documentaire, l'expertise juridique et le contrôle de légalité, la coordination des politiques publiques).

C'est une réforme d'ampleur qui vise à moderniser le service public en s'appuyant sur la numérisation et les télé-procédures pour modifier les conditions de délivrance des titres réglementaires par les préfectures, à l'exception des titres pour les étrangers. En effet, les usagers n'auront plus à se déplacer en préfecture ou sous-préfectures pour accomplir leurs démarches et pourront demain le faire directement en ligne. Les titres seront instruits par des plateformes spécialisées appelées « centre d'expertise et de ressources des titres – CERT », ce qui permettra d'améliorer les délais de traitement tout en renforçant les moyens de lutte contre la fraude.

En Indre-et-Loire, concernant les demandes de carte nationale d'identité, les usagers se présentent désormais

dans les mairies équipées de dispositifs numériques de recueil de demandes : 19 mairies en sont équipées en Indre-et-Loire, dont 10 pour la ville de Tours qui traite, en volume, près de la moitié des demandes. Un dispositif de recueil mobile disponible à la préfecture permet de répondre aux demandes de personnes qui ne peuvent absolument pas se déplacer.

Avant la fin de l'année 2017, la Préfecture de Tours se verra dotée d'une plateforme nationale permis de conduire. Le CERT prendra en charge les demandes dématérialisées de titres des départements du Finistère, du Pas-de-Calais, de la Dordogne et du Gard.

### Bilan de la plateforme naturalisation de la région Centre-Val de Loire située à la Préfecture d'Indre-et-Loire

- 3574 demandes de naturalisation
- 1 424 propositions de décision
- 989 avis favorables.

Le délai de traitement des dossiers par la plateforme est de 54 jours, délai très inférieur à l'objectif national fixé à 150 jours.

Cérémonie de naturalisation à la préfecture

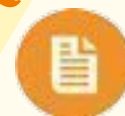


**CHIFFRES-CLÉS**

**23 496**  
permis de conduire délivrés

**59 499**  
demandes de certificats  
d'immatriculation traitées

**34 589**  
demandes de cartes nationales  
d'identité reçues





DOTATIONS	MONTANTS 2016
<b>FONCTIONNEMENT</b>	
Fonds départemental de péréquation de la taxe professionnelle	4 402 540 €
Dotation globale de fonctionnement	244 352 854 €
Dotation spéciale instituteurs	5 616 €
Allocations compensatrices - fiscalité locale	20 131 148 €
Dotation particulière élu local	405 300 €
Dotation titres sécurisés	140 840 €
Dotation globale de décentralisation (services communaux d'hygiène et de santé ; ACOTU ; aéroport)	3 572 352 €
Fonds de péréquation des droits de mutation à titre onéreux (DMTO, solde après reversement pour le Conseil Départemental)	1 042 489 €
Fonds national de péréquation intercommunal et communal (FPIC, solde versement après prélèvement)	2 768 379 €
Compensation impôt spectacle	84 798 €
Taxe additionnelle aux droits d'enregistrements	6 549 989 €
Fonds de solidarité en faveur des départements (solde contribution après attribution)	-3 013 533 €
<b>SOUS-TOTAL FONCTIONNEMENT</b>	<b>280 442 772 €</b>
<b>FISCALITÉ (réforme de la Taxe professionnelle)</b>	
Dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle	7 972 013 €
Fonds national de garantie individuelle de ressources (FNGIR, solde prélèvement après versement)	-5 665 174 €
<b>SOUS-TOTAL FISCALITE</b>	<b>2 306 839 €</b>
<b>DÉPENSES DE TRANSFERT (Conseil Départemental uniquement)</b>	
Dotation globale de décentralisation Département	2 934 761 €
Fonds de compensation de la fiscalité transférée	1 690 845 €
Fonds départemental de mobilisation pour l'insertion	2 824 795 €
Compensation RMI / RSA	40 251 798 €
Taxe spéciale sur les conventions d'assurance	44 530 000 €
Dispositif pour l'allocation personnalisée pour l'autonomie	17 799 549 €
Dispositif de compensation péréquée	6 550 968 €
<b>SOUS-TOTAL TRANSFERT</b>	<b>105 406 142 €</b>
<b>INVESTISSEMENT (hors subventions projets)</b>	
Produit des amendes de police	2 982 670 €
Produit des radars automatiques	659 476 €
Fonds de compensation pour la TVA	35 534 913 €
Dotation globale d'équipement Département	520 805 €
Dotation départementale d'équipement des collèges	2 596 763 €
<b>SOUS-TOTAL INVESTISSEMENT</b>	<b>42 294 627 €</b>
<b>INVESTISSEMENT (principales subventions projets)</b>	
Dotation d'équipement des territoires ruraux	7 891 046 €
Fonds de soutien à l'investissement local	6 645 591 €
Affectation réserve parlementaire	955 165 €
<b>SOUS-TOTAL INVESTISSEMENT SUBVENTION PROJETS</b>	<b>15 491 802 €</b>
<b>TOTAL</b>	<b>445 942 182 €</b>

# RAPPORT D'ACTIVITÉ DES SERVICES DE L'ÉTAT



[www.indre-et-loire.gouv.fr](http://www.indre-et-loire.gouv.fr)



@Prefet37



[www.facebook.com/Préfet-dIndre-et-Loire](http://www.facebook.com/Préfet-dIndre-et-Loire)



[www.service-public.fr](http://www.service-public.fr)

2016  
INDRE-ET-LOIRE



DIRECTEUR DE PUBLICATION : LOUIS LE FRANC - RÉALISATION : DIRECTION DU PILOTAGE DES POLITIQUES INTERMINISTÉRIELLES

PHOTOGRAPHIES : PRÉFECTURE D'INDRE-ET-LOIRE & PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE F. LAFITE - CARTOGRAPHIES : DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES TERRITOIRES

CONCEPTION GRAPHIQUE ATELIER NOYANTAIS - IMPRESSION PRESSE DE LA PRÉFECTURE D'INDRE-ET-LOIRE